



PROGRESSIVE **ALLIANCE**
ALLIANCE PROGRESSISTE

ALIANZA
PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

18 septembre 2020

Déclaration politique pour l'Assemblée Générale des Nations Unies, New York, 21-24 septembre 2020

"Pour un nouveau multilatéralisme, équitable et inclusif "

Le monde entre dans une période dangereuse. Après un programme hyper-mondialiste et néolibéral qui a provoqué **deux crises mondiales**, l'une financière et l'autre environnementale et sanitaire, nous sommes maintenant sur la voie d'une autre **nouvelle crise**, le changement climatique, qui pourrait avoir des effets dévastateurs sur la vie humaine de cette planète.

Il s'agit de crises globales qui touchent tout le monde, mais surtout les personnes les plus vulnérables, **en aggravant les inégalités sociales existantes** à l'intérieur des pays, entre les pays et entre les générations. La pauvreté est toujours un fléau partout, mais elle est plus présente dans certains pays et régions que dans d'autres. Nombreux sont ceux qui, parmi les jeunes générations récentes, ont été condamnés à une vie sans avenir. **Notre monde est vulnérable, déséquilibré et injuste.**

Pourtant, les solutions pour corriger ces déséquilibres et surmonter ces crises existent et sont plus fortes que jamais. Les révolutions actuelles dans plusieurs domaines scientifiques et la multiplication des outils numériques offrent des possibilités extraordinaires pour construire une société de bien-être pour tous et une relation harmonieuse avec la nature et la planète, conformément à l'Agenda 2030 des Nations unies. Notre masse de ressources financières n'a jamais été aussi importante, mais elle reste de plus en plus concentrée entre les mains d'une oligarchie ultra-riche qui bénéficie



de paradis fiscaux et de dispositifs sophistiqués d'évasion fiscale fournis par les banques et la réglementation fiscale.

Les États nationaux restent des nids de protection fondamentaux, mais ils sont aujourd'hui trop faibles pour mettre tout ce potentiel scientifique et financier au service de leurs propres citoyens, de l'humanité et de la planète dans son ensemble.

Le temps est venu pour les citoyens du monde, où qu'ils soient, d'élever la voix et d'appeler à un nouveau système de coopération internationale fondé sur des valeurs et des règles communes, et qui puisse compter sur une légitimité et une efficacité politiques beaucoup plus fortes pour répondre aux défis communs.

Seule cette voix des citoyens du monde peut mettre un terme au conflit actuel entre les **hyper-mondialistes néolibéraux**, d'une part, qui ont lamentablement échoué mais qui occupent toujours des positions puissantes, et **les sirènes du nationalisme-populisme**, d'autre part, qui appellent à un retour à des positions fermées, xénophobes, mésogènes, égoïstes et autoritaires, totalement rétrogrades et inacceptables.

2020 doit être l'année où les citoyens du monde, quels que soient leur nationalité, leur culture ou leur croyance, et avec les deux moitiés de l'humanité, les femmes et les hommes, se réapproprient leur vie, leur planète et leur avenir, et lancent un programme pour **un multilatéralisme du 21e siècle** - un nouveau multilatéralisme équitable et inclusif fondé sur les DSE:

- **Nouveau**, afin de relever non seulement les défis permanents de la paix, des droits de l'homme et du développement, mais aussi les nouveaux défis mondiaux que sont le changement climatique, les pandémies, la rareté des ressources, la transformation numérique et la cybersécurité

- **Inclusif**, afin de représenter l'ensemble de l'humanité sur un pied d'égalité, créant ainsi un véritable sentiment d'appartenance commune et de participation démocratique impliquant tous les



acteurs concernés, des organisations internationales et régionales à un large éventail de parties prenantes de la société civile

- **Juste**, afin d'éradiquer la pauvreté et de surmonter les inégalités sociales actuelles, au sein des pays et entre eux, et entre les générations, dans leur accès aux biens publics mondiaux tels que l'éducation, les soins de santé et la qualité de l'environnement.

Dans sa déclaration adoptée le 18 septembre 2020, le Conseil d'administration de l'Alliance Progressiste affirme les objectifs et priorités suivants:

1. Nous voulons la **vie humaine, la dignité humaine et les droits de l'homme** pour tous les êtres humains sans distinction. Cela devrait se traduire par l'accès aux biens publics essentiels dans le cadre des objectifs de développement durable et leur interconnexion entre le social, l'économie, l'écologie, les institutions et la société.

Nous appelons :

- **un nouveau Contrat social**, offrant à tous les citoyens un accès universel aux soins de santé, à l'éducation et à la protection sociale, ainsi qu'à la qualité de l'environnement, à inclure et à financer en priorité dans les plans nationaux de développement durable
- les **plans de relance pour la crise du Covid-19** à faire de ces objectifs leur priorité, à être cofinancés par des investissements publics aux niveaux national, régional et international
- **le principe d'une Seule Santé** à appliquer sur tous les lieux de travail afin de garantir des conditions de travail saines et sûres et de réduire les sources de pollution
- **la réponse humanitaire globale des Nations Unies** et le Fonds de réponse de solidarité COVID-19 à recevoir plus de ressources financières et à compter sur une coordination plus forte entre les agences des Nations Unies



- que les **vaccins contre les pandémies** se voient attribuer le statut de biens mondiaux vitaux, garantissant ainsi un accès universel et une subvention publique pour leurs coûts, de la recherche à la diffusion.

2. Nous voulons que nos économies assurent la réponse aux tout en restant ouvertes au commerce libre et équitable. Nos économies devraient.

Nous appelons :

- **des plans de relance qui protègent les entreprises et les emplois** tout en créant de nouveaux emplois dans les chaînes d'approvisionnement vitales, qui répondent aux nouveaux besoins sociaux et qui encouragent l'innovation pour transformer nos économies en des économies plus vertes et plus inclusives

- une **transition juste en tant que processus avec une forte implication des syndicats et de la représentation des travailleurs** et aboutissant au bien-être, à l'inclusion et au travail décent pour tous

- que ces plans de relance soient financés par une plus grande mobilisation des investissements, conformément aux normes de financement durable, et qu'ils soient cofinancés par les budgets publics qui comptent sur de nouvelles sources de taxation, notamment l'impôt numérique, **l'impôt financier, l'impôt sur le carbone et l'impôt sur la fortune**

- **l'annulation de la dette des pays très endettés**, à condition qu'ils alignent leurs politiques sur les SDG, la bonne gouvernance et la non-utilisation des paradis fiscaux

- les grandes entreprises, les multinationales et le capital financier doivent apporter leur juste part aux finances publiques car les gens ont suffisamment payé, dans un passé récent, pour une crise qu'ils n'ont pas provoquée

- la relance des **négociations commerciales de l'OMC** avec l'ambition de créer de réelles possibilités d'améliorer les normes sociales, environnementales et technologiques de tous les pays



3. Nous voulons inverser les tendances actuelles à un **changement climatique très inquiétant en nous engageant dans une transformation profonde** de notre façon de consommer, de nous déplacer et de produire.

Nous appelons:

- un engagement mondial à mettre pleinement en œuvre **l'Accord de Paris sur le changement climatique**
- une **suppression progressive coordonnée de toutes les subventions aux entreprises très polluantes**, et un investissement massif dans les énergies renouvelables en comptant sur le soutien du Fonds vert mondial
- la transformation de toutes les chaînes d'approvisionnement, de la ferme à l'assiette, afin de fournir des aliments **abordables, accessibles et sains** pour tous, dans le cadre d'une réglementation multilatérale
- un changement dans notre vie urbaine vers des **maisons à faible émission de carbone et des transports publics abordables** en lançant de grands programmes d'investissement qui peuvent créer de nombreux nouveaux emplois
- une attention renouvelée aux zones périphériques et rurales afin d'arrêter l'exode insoutenable vers les grands centres urbains et les métropoles
- un cadre multilatéral à développer pour gérer et partager les coûts de nos biens **communs mondiaux que sont la biodiversité, les forêts et les océans.**

4. Nous voulons tirer **le meilleur parti de la révolution numérique actuelle** et prévenir ses abus dans notre vie personnelle, professionnelle, culturelle et politique.



Nous appelons :

- la généralisation de **l'accès à la culture numérique et aux connexions internet** et gratuit, et les grandes données comme un bien commun
- l'établissement de **droits sociaux fondamentaux pour tous les travailleurs des plates-formes dans le monde**
- une politique d'innovation dans tous les pays pour **aider les PME et les clusters** à répondre aux besoins locaux avec des solutions et des applications sur mesure
- **une taxe numérique mondiale** à imposer sur les grandes plateformes en ligne afin de financer l'éducation et la protection sociale pour l'ère numérique
- des normes internationales communes qui encadrent l'utilisation **des grandes données et de l'intelligence artificielle**, et qui bloquent toute manipulation contraire à nos valeurs communes
- une initiative mondiale visant à **développer l'intelligence artificielle afin d'améliorer la gouvernance** à tous les niveaux.

5. Nous voulons une vie sûre, sécurisée et pacifique, en prévenant les risques anciens et nouveaux de tensions et de conflits.

Nous appelons :

- **un contrôle plus efficace des armes de destruction massive**, avec des engagements concrets de désarmement
- un cadre commun mondial pour assurer la **cybersécurité**
- un système international plus efficace pour **contrôler les interférences dans notre vie démocratique**
- des moyens plus importants à donner aux **opérations de maintien et de consolidation de la paix des Nations Unies** qui combinent sécurité, développement, gouvernance et droits de l'homme, et qui sont soutenues par le Fonds pour la consolidation de la paix.



6. Nous voulons que notre vie démocratique soit fondée sur un principe fondamental de **non-discrimination entre les êtres humains**, et sur un principe fondamental de **pleine égalité des sexes en donnant aux femmes les moyens d'agir dans tous les domaines et à tous les niveaux**.

Nous appelons de nos vœux :

- que ce principe **anti-discrimination** soit inclus dans tous les systèmes juridiques et dans tous les programmes d'éducation et de communication publique
- des mesures obligatoires à introduire pour assurer **l'équilibre entre les sexes dans tous les conseils d'administration publics et privés** et dans tous les services de l'administration publique aux niveaux international, régional, national et local
- le plein accès aux **droits génésiques**, et une protection complète et forte contre la violence à l'égard des femmes et des filles
- l'intégration obligatoire de **l'équilibre entre les genres** dans toutes les politiques et tous les budgets publics
- des approches conjointes en matière de migration, de protection et de développement durable afin de créer une situation gagnant-gagnant entre les régions d'origine et d'accueil et la gouvernance mondiale, **conformément au Pacte des Nations unies sur les migrations**

7. Nous voulons que les **générations futures** aient de l'espoir, qu'elles soient confiantes et créatives, avec un sens aigu de la solidarité humaine et du souci de leur planète.

Nous appelons :

- **l'éradication de la pauvreté des enfants** soit une priorité centrale dans toutes les politiques sectorielles, de la santé, de l'éducation et du logement à l'asile et à la migration
- chaque **jeune doit avoir une chance réelle d'obtenir** un emploi de tremplin ou d'accéder à des compétences supplémentaires, ainsi que



d'accéder à tous les droits sociaux fondamentaux. Cela devrait être considéré comme le pilier central du renouvellement de nos sociétés par le biais de :

- en soumettant toutes les solutions politiques à des **tests d'avenir** menés par des panels intergénérationnels où les jeunes devraient être majoritaires
- étendre l'accès des jeunes aux programmes de collaboration internationale, et aux réseaux sociaux dans tous les domaines, comme un moyen puissant de renforcer leur **sens de la citoyenneté mondiale**.

8. Nous voulons développer une société civile mondiale qui lutte pour des causes mondiales communes.

Nous appelons :

- que les **réseaux et partenariats mondiaux** soient encouragés à participer à l'ensemble du cycle politique du système multilatéral, depuis l'identification de nouveaux problèmes jusqu'à la conception de nouvelles solutions, en passant par leur mise en œuvre et leur évaluation - qu'une **Initiative Citoyenne Mondiale (WCI)** soit un instrument permettant aux citoyens de soumettre des propositions à l'Assemblée **générale des Nations unies**, tandis que des **plateformes numériques avancées** devraient être développées pour faciliter le **processus de diffusion et le système de collecte de signatures en ligne**
- la **création de nouveaux instruments médiatiques** pouvant s'intercaler entre les débats nationaux sur les questions internationales afin de développer une sphère publique internationale.

9. Nous voulons un système des Nations unies actualisé qui reflète la composition politique et sociale du monde d'aujourd'hui et qui assure une gouvernance mondiale plus cohérente et plus conséquente.



Nous appelons de nos vœux :

- **un renforcement des compétences des Nations unies en matière d'établissement de normes et de renforcement des capacités** dans les domaines de la santé, du social, de l'environnement et du numérique, ainsi que de l'immigration
- une interaction plus systématique entre le système des Nations unies et d'autres organisations multilatérales, notamment les organisations régionales utilisant des procédures démocratiques, ces **organisations régionales se voyant également attribuer un rôle plus explicite** au sein de l'Assemblée générale des Nations unies, de l'ECOSOC et du Conseil de sécurité
 - la mise en place d'un **réseau interparlementaire** impliquant des représentants des parlements nationaux des membres des Nations unies et des organisations régionales, en tant que mécanisme de consultation supplémentaire, et un échange de vues régulier sur les principales questions à l'ordre du jour des Nations unies
 - la **Banque mondiale, le FMI et l'OMC** à compter sur des équipes dirigeantes qui reflètent la composition du monde actuel et qui font partie du système des Nations unies
 - donner aux pays en développement les moyens de se faire entendre et de jouer un rôle plus important au sein du système des Nations unies - un **New Deal Mondial** qui rééquilibre le monde pour un ordre plus démocratique, plus équitable et plus durable, tel est l'objectif primordial de la négociation de nouvelles solutions mondiales dans les différents domaines politiques.

Dans le monde d'aujourd'hui, ce **New Deal Mondial devrait commencer comme un "Health, Social and Green Deal" !**